

SCHWEIZERISCHE GEISTESWISSENSCHAFTLICHE GESELLSCHAFT  
SOCIÉTÉ SUISSE DES SCIENCES MORALES

Sekretariat: Bundesgasse 20, Bern Briefadresse: Postfach Transit, Bern Telefon (031) 2 32 78 Postcheck III 21251

PROTOKOLL

der Versammlung der Präsidenten der Mitgliedsgesellschaften  
Samstag, den 18. Februar 1956, 15.00 Uhr  
im Hotel Bellevue-Palace, Bern

Anwesend vom Vorstand: Prof. Georges Bonnard, Präsident  
Dr. Max Wassmer, Quästor  
Prof. Olof Gigon, Prof. H. R. Hahnloser

Anwesend von den Mitgliedsgesellschaften:

Akademische Gesellschaft schweizerischer Germanisten  
Prof. Paul Zinsli, Präsident, Bern

Allgemeine Geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz  
Prof. Oscar Vasella, Vizepräsident, Fribourg

Collegium Romanicum  
Prof. Konrad Huber, Präsident, Obermeilen

Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte  
Dr. F. Gysin, Präsident, Zürich

Schweizerische Akademische Gesellschaft der Anglisten  
Prof. Rudolf Stamm, St. Gallen  
Prof. Heinrich Straumann, Zürich

Schweizerische Gesellschaft für Asienkunde  
Prof. Constantin Regamey, Lausanne

Schweizerische Gesellschaft für neuere Literaturgeschichte  
Prof. Pierre Kohler, Präsident, Muri/Bern

Schweizerische Gesellschaft für Psychologie  
Prof. Richard Meili, Präsident, Gümligen  
Prof. Philippe Muller, Neuchâtel

Schweizerische Gesellschaft für Urgeschichte  
Prof. Marc Sauter, Präsident, Genève  
Prof. Emil Vogt, Zürich

Schweizerische Musikforschende Gesellschaft  
Dr. Ernst Mohr, Präsident, Basel  
Prof. Arnold Geering, Bern

Schweizerische Philosophische Gesellschaft  
Marcel Reymond, Präsident, Lausanne

Schweizerische Sprachwissenschaftliche Gesellschaft  
Prof. Georges Redard, Präsident, Bern



Schweizerische Vereinigung für Altertumswissenschaft  
 Prof. Mario Puelma, Präsident, Fribourg

Traktanden:

1. Exposé des Präsidenten der Schweiz. Geisteswissenschaftl. Gesellschaft
2. Gedankenaustausch über jetzige und künftige Aufgaben der Gesellschaft (s. Statuten, Art. 3 & 4)
3. Ist die gegenwärtige Organisation zufriedenstellend?
4. Publikationen der SGG
5. Sollen regelmässig wissenschaftliche Tagungen abgehalten werden?
6. Finanzielle Fragen

---

Der Präsident eröffnet die Sitzung, begrüsst die Anwesenden und dankt für ihr Erscheinen und hält nachstehende Eröffnungsansprache:

"Il y a dix ans environ que vos Sociétés ont fondé la SSSM. On était au lendemain de la guerre. La guerre avait donné une impulsion formidable aux sciences techniques, fondées sur l'étude de la nature.

Les sciences de l'homme, non simple animal parmi d'autres créatures animées, mais être pensant, les sciences morales se sentaient, sinon menacées, du moins en danger de voir leur prestige diminué.

C'est pour maintenir ce prestige, le renforcer que vous avez senti le besoin de vous rapprocher, de vous unir, de défendre ensemble les positions acquises, le rôle que les sciences morales doivent jouer dans toute société civilisée.

A ce souci majeur s'ajoutaient des préoccupations plus immédiates. Les Nations unies, désireuses, au lendemain d'une guerre qui avait déchiré l'humanité, de favoriser le rapprochement des peuples sur le plan intellectuel aussi, fondaient l'Unesco. Et l'Unesco promettait son appui aux grandes associations internationales. Pour bénéficier de cet appui, il fallait que notre pays, lui aussi, participât plus étroitement, plus activement, aux travaux de ces associations. Groupées depuis des générations en une puissante Société helvétique, les sciences naturelles pouvaient d'emblée y participer. Les sciences morales, représentées en Suisse par vos sociétés, ne le pouvaient qu'en formant, elles aussi, leur société helvétique, la SSSM.

Vous avez donc créé la SSSM en lui assignant pour tâches premières de renforcer la considération due aux sciences morales, et de développer les relations internationales dans leur domaine.

Et puis, peu de temps après la fondation de la Société, l'absolue nécessité s'est fait sentir de créer en Suisse un Fonds National pour l'encouragement de la recherche scientifique. Si jeune qu'elle fût, la SSSM a pu prendre une part active aux travaux qui ont abouti à la création du Fonds National.

Jusqu'en 1953, l'activité de votre Comité a été absorbée par deux tâches essentielles: 1) entrer en rapport avec l'Union Académique Internationale (U.A.I.), s'en faire recevoir membre, et organiser la participation de la Suisse aux travaux que patronne cette grande association internationale - 2) aider à la création du Fonds National, puis participer à l'activité du Fonds National en organisant sa propre commission chargée de recevoir des demandes de subsides, de les examiner et de les transmettre aux organes directeurs du Fonds.

A l'heure actuelle, et depuis deux ans environ, notre pays participe régulièrement, bien que modestement, aux travaux de l'U.A.I. Nos délégués aux sessions annuelles y jouent un rôle utile et honorable. Cinq comités suisses apportent leur collaboration au Dictionnaire du latin médiéval, aux Cartes de l'Empire romain, au Corpus des vases antiques, au Corpus des philosophes médiévaux, enfin au Corpus des vitraux du moyen âge récemment ajouté aux responsabilités de l'U.A.I. sur l'initiative d'un Suisse, M. le professeur Hahnloser. Nous avons eu l'honneur de recevoir en 1954 l'U.A.I. qui a tenu à Berne sa session ordinaire. - Grâce à nos délégués, grâce aux 5 comités suisses, la SSSM joue son rôle dans l'U.A.I., sans qu'elle ait elle-même à faire autre chose que demander, recevoir et transmettre des rapports.

D'autre part, la Commission que nous avons constituée pour assurer notre participation au Fonds National a, dès ses débuts, travaillé avec bonheur et succès. Et là aussi la SSSM elle-même, son Comité, n'ont plus autre chose à faire qu'exercer une haute et discrète surveillance, recevoir des rapports qui n'appellent aucune observation et ne méritent que des félicitations.

Ces deux tâches remplies, le Comité de la SSSM a senti qu'il lui fallait songer à proposer à ses membres de nouvelles activités, non pas certes par besoin plus ou moins ridicule de s'agiter, mais simplement pour que la Société joue mieux le rôle que ses fondateurs lui ont assigné, pour que les buts qu'elle s'est proposé d'atteindre, par les Statuts que vous lui avez donnés, soient effectivement visés et si possible atteints.

La SSSM a été créée en partie pour renforcer la considération due aux sciences morales, pour les représenter auprès des autorités. Qu'a-t-elle fait dans cette direction jusqu'ici? Rien ou presque. Et pourquoi? Parce que pour renforcer cette considération, la SSSM doit elle-même jouir d'un certain prestige. Or ce prestige, elle n'a pas réussi à le conquérir. A qui la faute? C'est peut-être la faute du comité. Mais n'est-ce pas surtout celle de ses membres, des sociétés que vous présidez, qui n'ont - pardonnez-moi - rien fait pour favoriser la croissance de leur propre enfant, qui ne paraissent pas s'y intéresser, le vouloir vigoureux? Chaque société-membre semble surtout craindre une ingérence de la SSSM dans ses affaires, semble désirer sauvegarder son absolue autonomie, son indépendance, se refuser au moindre sacrifice pour mieux s'unir à ses soeurs. Nous en sommes encore au stade d'une confédération impuissante d'états dont chacun entend garder son absolue souveraineté. Une telle confédération n'est pas viable.

C'est pour vous le dire en toute franchise que nous avons désiré vous réunir. Et c'est aussi, et surtout, pour savoir si ses membres entendent que la SSSM, ayant assuré la collaboration de la Suisse à l'U.A.I. et la participation des sciences morales au Fonds National, s'en tienne là, renonce à toute autre activité, - ou si, au contraire, ils désirent, comme le comité lui-même le désire, que la Société s'efforce de devenir, pour les sciences morales, ce

que l'Helvétique, elle soit véritablement leur représentant, qu'elle puisse en leur nom s'adresser aux autorités, obtenir pour elles le soutien dont elles ont besoin, enfin, user du prestige, de l'autorité, et des moyens qu'elle acquerra peu à peu, pour encourager les recherches dans le domaine des sciences morales, les soutenir moralement et financièrement, soutenir aussi tous ceux qui s'y livrent ou désirent s'y livrer, comme nos Statuts le prévoient."

Die Diskussion über die allgemeinen Ziele der SGG wird eröffnet durch Gysin, der mit dem Präsidenten darin einig geht, dass die bisher formale Arbeit der SGG durch eine sachliche ergänzt werden sollte. Er weist auf das vortreffliche wissenschaftliche Arbeitsinstrument hin, das nach dem ersten Krieg in der Bibliothek Warburg organisiert worden ist. Es besteht die Aufgabe, aktuelle Arbeitsthemata nachzuweisen, an denen die verschiedenen Disziplinen zusammenarbeiten könnten, Herstellung von Katalogen solcher Desiderata, Bereitstellung von Hilfsmitteln zur Orientierung der Studien des Nachwuchses in der Ueberzeugung, dass die einzelnen Teile der Geisteswissenschaften durchaus auf einander angewiesen sind.

Reymond stimmt zu und erinnert an erfolgreich verlaufene Symposien von Philosophen und Psychologen. Das Aufsuchen von Gegenständen gemeinsamer Arbeit wäre von grösstem Interesse und würde der SGG die erwünschte wissenschaftliche Aktivierung verschaffen.

Redard bemerkt, dass die Themata scharf determiniert werden müssen. Er erinnert sodann an einen Plan von Prof. Jud, eine bibliographische Koordination für die geisteswissenschaftliche Arbeit herzustellen. Welche Bibliotheksmaterialien stehen in der Schweiz für die Bearbeitung bestimmter Probleme zur Verfügung?

Ausserdem müssten unbedingt die internationalen Kulturbeziehungen ausgebaut werden. Bisher hat sich da nur Pro Helvetia eingesetzt. Die internationale Zusammenarbeit in kulturellen Dingen wird in der Schweiz total vernachlässigt. Man müsste mit dem Departement des Innern und dem politischen Departement Fühlung nehmen, um eine Verbesserung der Verhältnisse zu erreichen.

Hahnloser wünscht, dass man einfach aus dem Wortlaut des § 4 unserer Statuten die Bilanz ziehen solle. Es würde sich zeigen, dass von den dort ins Auge gefassten Aufgaben nur das Wenigste erfüllt worden ist.

Mohr geht insbesondere mit Redard einig. Man müsste die wichtigen Arbeitsgebiete herausstellen und keine Anstrengung scheuen, um ein Inventar dessen zu schaffen, was die schweizerischen Bibliotheken für die verschiedenen Gebiete zur Verfügung haben. Es gibt z. B. heute noch kleine Klosterbibliotheken, deren Bestände so gut wie unbekannt sind.

Auch Gigon unterstützt die Anregungen Redards und der Präsident konstatiert, dass die Versammlung offenbar einhellig der Meinung sei, die SGG solle über ihre administrativen Aufgaben hinaus eine wissenschaftliche Tätigkeit in Angriff nehmen.

Weitere Voten von Gysin und Mohr ergeben, dass es erwünscht sei, wenn der Vorstand der SGG konkrete Vorschläge im Sinne der geäusserten Richtlinien ausarbeitete und zur Diskussion stellte.

Damit geht der Präsident zum zweiten Diskussionspunkt über: ist die gegenwärtige Organisation der SGG zufriedenstellend? Sollen insbesondere Versammlungen organisiert werden, an denen alle Vorstände aller Mitglied-

gesellschaften teilnehmen? Sollen die Behörden am Vorstand und an der Delegiertenversammlung beteiligt werden? Soll man die Universitäten heranziehen, wie es bei der medizinischen Akademie geschieht?

Redard hält zunächst fest, dass die Einberufung der heutigen Präsidentenkonferenz ein guter Gedanke war und zur festen Institution erhoben werden sollte. Stamm stimmt bei unter dem Vorbehalt, dass die eigentliche Leitung der ganzen SGG beweglich gestaltet werden solle. Eine Präsidentenkonferenz soll nur einberufen werden, wenn wirklich wichtige Gegenstände vorliegen.

Hahnloser stellt fest, dass die Forschungskommission, das Sekretariat und die Delegation bei der U.A.I. befriedigend arbeiten, so dass an diesen Institutionen nicht gerührt werden sollte. Die Schwierigkeit beginnt beim Verhältnis des Vorstands zur Delegiertenversammlung. Die Delegiertenversammlung ist weitgehend ein Produkt des Zufalls und bisher nur ausserordentlich selten eigene positive Arbeit zustandegebracht. Das beste wäre, die Delegiertenversammlung in eine Präsidentenkonferenz auszuweiten und dieser eine kleine Exekutive beizugeben. Dabei ist freilich wichtig, dass alle Landesteile und alle Gruppen vertreten seien.

Der Präsident stellt fest, dass es sich dabei um persönliche Meinungen Hahnlosers handle, die aber sehr wohl der Erwägung wert seien.

Huber erkennt sehr wohl die Schwerfälligkeit der bisherigen Organisation und die Schwierigkeiten, die sich einer wirklichen wissenschaftlichen Akademie entgegenstellen. Dennoch würde er dafür plädieren, die SGG rundweg durch eine schweizerische Akademie der Geisteswissenschaften zu ersetzen. Diese könnte etwa 40 Mitglieder umfassen und so beweglich gestaltet werden, dass sie allen bisher genannten Aufgaben genügen könnte.

Mohr erwähnt, dass die Delegiertenversammlungen nicht immer derart aktionsfähig gewesen sind, wie es heute scheint. Dass Delegierte ex improviso bestellt werden mussten, ist verhältnismässig selten vorgekommen und kann immer wieder vorkommen, auch bei ganz anderer Organisation.

Muller bedauert, dass die föderalistische Struktur der Schweiz die Realisierung des Vorschlags Huber ausschliesse, Tatsache sei umgekehrt, dass zu wenig Gesellschaften im Vorstand repräsentiert seien. Es wäre also der Vorstand zu erweitern und ihm ein kleines Bureau beizugeben. Er stellt die Frage, wie die Beziehungen der SGG zur UNESCO seien.

Der Präsident teilt mit, dass er selbst ex officio Mitglied der schweiz. Unesco-Kommission sei. In unserem Zusammenhang spiele dies indessen keine Rolle, da die Unesco keine wissenschaftliche Ziele verfolge.

Gysin regt an, dass der Vorstand die Präsidenten aller Gesellschaften umfasse und aus sich einen kleinen Arbeitsausschuss konstituiere. Die Generalversammlung ist von Gesetzes wegen notwendig. Aber sie braucht nur alle zwei Jahre zusammenzutreten.

Hahnloser kommt auf die Frage nach der gerechten regionalen und gruppenmässigen Zusammensetzung des Vorstandes und der SGG zurück. Abschliessend stellt der Präsident fest, dass vor allem der Vorschlag Gysin ausserordentlich interessant sei. Um Statutenänderungen werde man angesichts der gemachten Vorschläge nicht herum kommen. Doch sei das durchaus durchführbar, freilich nicht mehr im laufenden Jahre. Vor dem Sommer 1957 könnten keine Anträge an die Delegiertenversammlung gebracht werden.

Zum dritten Diskussionspunkt (Publikationen der SGG) referiert zunächst Gigon über den Stand der Dinge. Es ist geplant, Publikationen mittleren Umfangs soweit zu patronieren als keine Gefährdung der grossen bestehenden Publikationsreihen besteht.

Der Präsident verweist dazu auf den Präzedenzfall, die Patronierung der Chartae Latinae antiquiores von A. Bruckner durch die SGG. Im Rahmen der Beschlüsse der Luzerner Delegiertenversammlung 1955 ist der Vorstand durchaus befugt, solche Patronierungen zu übernehmen. Ein Betrag von Fr. 30'000.- ist für diese Unternehmungen ausgeschieden, das Uebrige wird der Nationalfonds übernehmen, wie Hahnloser bestätigt.

Da dazu keine weitere Diskussion verlangt wird, sondern die Versammlung sich stillschweigend einverstanden erklärt, geht der Präsident zum vierten Diskussionspunkt über (Sollen wissenschaftliche Tagungen abgehalten werden?) Straumann erklärt sich grundsätzlich für diesen Gedanken. Wichtig ist freilich, allgemein interessierende und fördernde Themen zu wählen, etwa: die Wirkung der modernen Philosophie auf die Literaturwissenschaften. Die Themen wären von der Präsidentenkonferenz und einem weitem Gremium ("Senat") von Vertretern der Landesteile und Universitäten zu bestimmen. Als Referenten könnten gelegentlich auch Ausländer herangezogen werden. Es wäre zu begrüssen, wenn der Vorstand diesen Fragenkomplex einlässlich prüfte.

Muller erinnert an den gescheiterten Versuch in Fribourg vor 2 Jahren. Man soll solche Veranstaltungen nur alle zwei Jahre planen und dann gründlichst vorbereiten. Auch Stamm warnt davor, solche Tagungen schematisch jedes Jahr erzwingen zu wollen. Redard empfiehlt, auch kleinere Colloquien unter dem Patronat der SGG zu organisieren.

Der Präsident geht nun zum Finanzproblem über. Wassmer exponiert die Lage. Subventionen sind unerlässlich. Eine Bundessubvention ist aber nur erhältlich, wenn die Gesellschaftssubventionen zu einem gesamthaften Gesuch zusammengekommen werden. Wenn die Gesellschaften sich zu einer solchen Zusammenarbeit nicht entschliessen können, wird es nur übrig bleiben, sich auf das Aeusserste einzuschränken.

Auch der Präsident betont, wie kritisch die Lage ist. Es gäbe viele Dinge (Kongresse, Publikationen, Zeitschriften) die dringend der Unterstützung bedürften und wo eigentlich die SGG einspringen müsste. Die Frage erhebt sich, ob nicht die Mitgliedgesellschaften etwas mehr tun könnten. Eine Erhöhung der Mitgliederbeiträge um ca Fr. -.50 pro Person zugunsten der SGG sollte erreichbar sein und würde uns schon viel nützen. Ausserdem sollte doch noch erwirkt werden, dass die Gesellschaften ein Globalgesuch einreichen. Wenn das bisher abgelehnt wurde, so nur, weil die Einzelgesellschaften über die Dinge zu wenig informiert waren. Es ist selbstverständlich, dass an die Aufstellung des Globalgesuches die folgenden zwei Bedingungen geknüpft sind 1. Ein solches Gesuch wird nur dann eingereicht werden, wenn die Sicherheit besteht, dass wir dann mehr erreichen als wenn jede Gesellschaft isoliert vorgeht. 2. Wenn das Gesuch zustandekommt, so garantiert die SGG jeder Gesellschaft mindestens die Höhe des bisherigen Beitrages. Unter diesem Aspekt bittet der Präsident die Gesellschaften, die Frage nochmals prüfen zu wollen. Es hängt zuviel daran, als dass man es bei dem bisherigen Zustand einfach belassen könnte. Es besteht eine moralische Verpflichtung der Mitgliedgesellschaften, das ihrige dazu beizutragen, dass nicht die SGG in absehbarer Zeit aus Mangel an Mitteln ihre Tätigkeit überhaupt aufgeben muss.

An dieser Stelle wird abgebrochen.  
17.20 Uhr.

Der Protokollführer:  
Olof Gigon